



Séance ordinaire du jeudi 31 mai 2018

L'an deux mille-dix-huit et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Jean-Noël FOURCADE, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre RICO, Isabelle TOUZARD.

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Feuille de Route pour la qualité de l'air - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

La pollution atmosphérique, responsable annuellement de 48 000 décès prématurés, est la 3^{ème} cause de mortalité en France. Les conséquences de cette pollution sont estimées à environ 100 milliards d'euros par an en France, du fait des dommages sanitaires qu'elle génère et de ses conséquences sur les bâtiments, les écosystèmes et l'agriculture. Malgré une tendance à l'amélioration générale de la qualité de l'air au cours des 20 dernières années, les mesures, en particulier dans les aires urbaines des grandes métropoles, affichent des valeurs dépassant régulièrement les seuils réglementaires européens. La France, parmi huit autres pays européens, est ainsi ciblée par la Commission Européenne dans le cadre de deux procédures précontentieuses, portant sur des dépassements de valeurs limites en particules (PM₁₀) et en dioxyde d'azote (NO₂).

Ainsi, par décision du 12 juillet 2017, le Conseil d'État a enjoint le Gouvernement de mener des actions fortes pour l'amélioration de la qualité de l'air, afin d'enregistrer rapidement des progrès en matière de lutte contre la pollution atmosphérique sous forme de Feuilles de route.

L'aire urbaine de Montpellier qui couvre 115 communes, représentant 589 610 habitants (INSEE 2014), soit plus de la moitié de la population du département de l'Hérault, est l'une des zones françaises concernées par des dépassements en dioxyde d'azote. C'est notamment dans ce contexte que le Préfet a pris la maîtrise d'ouvrage de l'élaboration d'un premier Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) sur l'aire urbaine de Montpellier en 2006, révisé en 2014. Celui-ci propose un bouquet de 16 actions portant sur différents secteurs d'activité (transport, industrie, urbanisme, résidentiel et tertiaire, communication et plan d'urgence).

Afin de répondre dans les meilleurs délais aux exigences de l'Europe sur la lutte contre la pollution de l'air, le Gouvernement a chargé le Préfet d'élaborer une Feuille de route. Pour ce faire, celui-ci a sollicité la contribution de l'ensemble des collectivités couvertes par le PPA de l'aire urbaine de Montpellier en mettant en place un Comité de pilotage spécifique piloté par la Direction Régionale Environnement Aménagement logement (DREAL) Occitanie, regroupant le Comité de pilotage du PPA élargi aux structures compétentes en matière de lutte contre la pollution atmosphérique (administrations, collectivités territoriales et leurs groupements, activités économiques et de transport, associations, personnalités qualifiées). Le Préfet a mené cette démarche dans l'objectif de capitaliser et de renforcer les actions existantes, notamment celles figurant au PPA et en proposant de nouveaux modes d'actions et de mobilisation.

Complémentaire au PPA et résultant d'une réflexion conjointe, cette Feuille de route opérationnelle et multi-partenaire, identifie 18 actions représentant un investissement de plus de 661 millions d'euros, que les parties prenantes s'engagent à mettre en œuvre à l'horizon 2022. Renforçant les efforts déjà entrepris dans le Plan de protection de l'atmosphère avec pour ambition d'aller plus vite et plus loin dans l'amélioration de la qualité de l'air, elle fera l'objet d'un suivi *a minima* annuel dans le cadre du comité de suivi du PPA de l'aire urbaine de Montpellier.

Elle se décline en 18 fiches actions, dont Montpellier Métropole Méditerranée est désignée soit comme entité pilote ou co-pilote, soit comme entité associée :

1. Renouveler les flottes publiques par des véhicules propres ;
2. Développer des points de rechargement pour les véhicules propres ;
3. Inciter les entreprises à adhérer à la charte « Objectif CO₂ » et la recommander à toutes les entreprises de transport de voyageurs ;
4. Réduire les vitesses sur les axes concernés par des dépassements de valeur limite en dioxyde d'azote ;

5. Développer les mobilités actives ;
6. Proposer des alternatives à l'utilisation de la voiture individuelle ;
7. Planifier la mobilité ;
8. Inciter les intercommunalités couvertes par le PPA à obtenir chaque année la labellisation Ecomobilité ;
9. Améliorer l'accès à l'aéroport ;
10. Créer des espaces de coworking et développer le télétravail ;
11. Optimiser la distribution de marchandises en ville ;
12. Favoriser l'approvisionnement alimentaire local et durable de la ville ;
13. Améliorer l'offre de transport ferroviaire pour les voyageurs et les marchandises ;
14. Renforcer les contrôles liés aux enjeux de qualité de l'air dans le programme d'inspections des ICPRE (International Conference on Power and Renewable Energy);
15. Actualiser le Plan Climat-Énergie Territorial (PCET) en Plan Climat Air-Énergie Territorial (PCAET) et élaborer le Schéma Directeur de l'Énergie
16. Diminuer les consommations d'énergie, encourager le développement des énergies renouvelables (ENR) ;
17. Rénover énergétiquement les bâtiments ;
18. Communiquer et sensibiliser.

Cette Feuille de route a été remise, au même titre que celles des autres territoires concernés, au Ministre de la transition écologique et solidaire le 31 mars 2018, puis transmise à la Commission Européenne le 4 avril.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, consciente des effets de la pollution de l'air sur la santé et soucieuse d'améliorer le cadre de vie des citoyens et la nécessité de reconquérir la qualité de l'air, cette Feuille de route s'inscrit dans la continuité d'un investissement croissant sur les thématiques environnementales au travers des démarches déjà menées (PCAET, Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte, SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale), Plan de Déplacements Urbains, etc.). La mise en œuvre des actions proposées permet de poursuivre les objectifs de la Métropole dans quelques-uns des principaux secteurs contribuant aux émissions de polluants atmosphériques (notamment les NO₂) sur la Zone Administrative de Surveillance de Montpellier (ZAS).

Le Préfet sollicite la Métropole, afin qu'elle émette un avis et sur le contenu de cette Feuille de route et sur son pilotage, et qu'elle s'engage à sa réalisation.

Il est ainsi proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable à l'accompagnement et au suivi de la mise en œuvre de la Feuille de route pour la qualité de l'air, annexée à la présente délibération ;
- mettre en œuvre les actions pour lesquelles la Métropole est compétente ;
- valider le pilotage proposé et participer activement à l'instance de coordination mise en place par l'État ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?

string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 6 juin 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180531-43068-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 06/06/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.